

L'histoire du petit chaperon rouge et du grand méchant chômeur

Author : maxime

Date : 25 mars 2013

« Du travail, pour en trouver, il faut d'abord en chercher ! » ou encore « Je ne payerai pas pour tous ces chômeurs fainéants ! ». Ces réflexions douteuses, nous les avons tous entendues un jour sortir de la bouche de quelqu'un, qu'il s'agisse d'un ouvrier s'adressant dans le bus à un collègue ou d'un homme d'affaires grassouillet vous étalant en pleine figure son étroite vision des choses. Celles-ci sont des exemples des propos presque haineux tenus par certaines personnes à l'égard des sans-emploi, qu'elles perçoivent comme un « cancer social ». Ce point de vue manichéen sur la question de l'emploi, partagé par un nombre inquiétant d'individus, se réinvite de plus en plus souvent dans le débat politique. Pour mieux comprendre pourquoi et comment le mythe du chômeur-profiteur est revenu en force ces dernier temps, regardons en arrière...

Nous sommes en 1972, Maxime Le Forestier cartonne à la radio avec son tube « San Francisco », la cassette audio a supplanté le vinyle, les machines à écrire disparaissent au profit des premiers ordinateurs et les GSM sont encore loin de remplacer les cabines téléphoniques. Nous sommes à la fin de ce que l'économiste français Jean Fourastié a appelé « les trente glorieuses », grosso modo l'âge d'or de la seconde moitié du XX^{ème} siècle. Cette période, que la jeune génération dont je fais partie ne connaît qu'à travers les témoignages des parents, des grands-parents et des vieux films, s'étend de la fin de la seconde guerre mondiale jusqu'au choc pétrolier de 1973. Mais qu'avait-on en ce temps-là qui nous fait défaut aujourd'hui ? Du boulot, pardi ! Car si l'on se remémore souvent ces années en pensant aux Beatles ou à la mode pattes d'eph, on oublie souvent de penser au plein-emploi. De 1950 à 73, aucun pays d'Europe occidentale n'a connu de taux de chômage supérieur à 3%. Les sans emploi de l'époque sont surtout des personnes passant par de brèves périodes de chômage entre deux jobs, lorsque celles-ci changent d'orientation professionnelle. C'est ce que l'on appelle le « chômage frictionnel ». Le moins que l'on puisse dire, c'est que le stade du frictionnel est désormais largement dépassé ! La moyenne des taux de chômage des pays de l'Union est actuellement à 10% et certains états membres font littéralement péter les compteurs avec des taux record, comme l'Espagne, dont un cinquième de la population active est sans travail. L'Europe s'est prétendument fixée comme objectif le « retour au plein-emploi ». Mais il faut savoir que ce but, tel qu'il est défini dans la SEE (Stratégie Européenne pour l'Emploi), est très éloigné de la véritable signification de ce terme qui, au sens strict, désigne une situation dans laquelle plus de 90% des personnes en âge de travailler sont au travail. Or, si l'on va voir du côté des chiffres, on réalise que cette stratégie vise en réalité à obtenir un taux d'emploi de 70%, ce qui est nettement en-dessous des 95% d'adultes au travail nécessaires pour être en situation de plein-emploi. Les ambitions de ce projet européen sont donc bien plus modestes que ce que l'usage de ce terme laisse supposer. L'objectif de l'Union est en fait plus proche d'un « taux élevé d'emploi » que du plein-emploi véritable. L'ambigüité entre ces deux expressions est d'ailleurs largement exploitée car les moyens à mettre en œuvre pour atteindre

l'un ou l'autre sont très différents. Le plein-emploi est une situation qui exige de hauts salaires pour attirer les gens sur le marché du travail, combinés à une offre d'emploi supérieure à la demande, afin qu'il y ait du boulot pour tous. Il faudrait donc pour cela revaloriser les salaires et créer des emplois, ce qui ne fait pas partie des priorités de la stratégie commune.

Le taux élevé d'emploi, qui signifie simplement que la majorité de la population en âge de bosser bosse est juste une statistique qui n'implique ni la stabilité, ni la rémunération correcte de l'emploi. Des chiffres auxquels on peut faire dire à peu près ce qu'on veut. Il suffit d'amener par n'importe quels moyens un plus grand nombre de personnes à travailler pour rendre le bilan faussement positif. Ainsi, nous assistons à une recrudescence du travail en intérim, des emplois précaires et à temps partiel. Les gens sont actuellement poussés à se tourner vers ces formes de travail qui permettent de rendre les résultats statistiques favorables, sans pour autant changer quoi que ce soit au chômage réel. Le fait que les allocations de chômage puissent représenter une incitation à l'inactivité, amenant les allergiques à l'effort et les rétifs aux cadres rigides à se contenter des aides sociales plutôt que de trouver un job, est l'argument favoris des opposants au chômage. Mais face aux chiffres d'aujourd'hui, la soi-disant paresse des demandeurs d'emploi ne peut être une explication rationnelle. Soyons sérieux une minute : il est totalement invraisemblable que plus d'un adulte européen sur dix se condamne lui-même à la précarité juste parce qu'il a la flemme d'aller au boulot ! Pourtant, c'est bel et bien ce que laissent entendre certains politiques, patrons et financiers dans les médias traditionnels.

Mais que coûtent vraiment les aides sociales? C'est une question tabou, car parler du coût réel du chômage revient à devoir admettre que l'Etat belge fait chaque année des dépenses bien supérieures dans des domaines largement moins prioritaires. Imaginez le nombre d'allocations de chômage que l'on pourrait payer avec les budgets accordés à l'armée... Bien évidemment, c'est le genre de chose qu'il faut éviter de dire pour que l'actuel discours « anti-chômeurs » conserve sa crédibilité. De plus, le fait que le chômage puisse être une nécessité est totalement occulté. La majorité des opposants aux systèmes d'aides sociales s'appuie sur la doctrine économique libérale. Or, cette même doctrine reconnaît l'utilité du chômage. Selon celle-ci, le chômage créerait à la fois une pression sur le patronat et sur les salariés; en offrant des revenus minimaux à la population, ce système oblige les employeurs à proposer des salaires décents, sous peine de ne voir personne venir à l'entretien d'embauche. Mais, à l'inverse, le fait que les employeurs aient l'embaras du choix parmi tous ces chômeurs, qui représentent une large gamme de candidats potentiels, incite les salariés à s'écraser dans leur travail, sous peine d'être licenciés au profit d'un demandeur d'emploi. Le chômage contribue donc au dynamisme du marché du travail, tant qu'il reste assez faible pour ne pas provoquer d'inflation. Il y a même une statistique pour ça ! C'est le NAIRU (Non Accelerating Inflation Rate of Unemployment), qui définit le niveau du chômage « utile ». En Belgique, selon le NAIRU, le taux de chômage serait bénéfique jusqu'à 13% ! L'hypocrisie du discours politique devient alors flagrante : l'Union prétend vouloir atteindre le plein-emploi afin d'améliorer le quotidien des citoyens ordinaires, alors qu'il en est tout autrement dans la pratique. La politique actuellement menée est bien plus favorable aux rentiers qu'aux petites gens et, dans les faits, personne ne veut véritablement voir le taux de chômage descendre sous les 13%. Lorsque le taux de chômage est faible, l'offre d'emploi est supérieure à la demande. Les entreprises doivent alors proposer de meilleures rémunérations pour attirer la main d'œuvre dont elles ont besoin. Or,

l'augmentation des salaires est nocive à la compétitivité des entreprises sur le marché, ainsi qu'à la marge de bénéfice de leurs actionnaires. Mais lorsque le chômage augmente, les demandeurs d'emploi entrent alors en concurrence et sont plus enclins à accepter de bas salaires. Les salariés coûtent alors moins cher à leur employeur et la marge bénéficiaire des actionnaires est ainsi préservée. Nul ne doute que c'est ce second scénario, favorable au business, que les gouvernements d'Europe ont décidé de privilégier. Le retour au plein-emploi est donc un but en carton-pâte, une façade qui tente comme elle peut de dissimuler la médiocre solution au problème de l'emploi que nous prépare l'Union

Européenne : transformer les chômeurs en intérimaires et en travailleurs précaires pour artificiellement ramener les compteurs dans le vert ! La stigmatisation du chômeur en tant que responsable du déficit public relève finalement d'une propagande visant à faire avaler aux gens les plans d'austérités et les réformes antisociales qu'on leur mijote en coulisse. Lorsque la FEB (Fédération des Entreprises de Belgique) déclare que les chômeurs belges seraient « les plus passifs d'Europe », il ne s'agit ni plus ni moins que d'un discours alarmiste dont le but est de culpabiliser les sans emploi et d'amener les autres à les pointer du doigt. Comme toujours dans l'Histoire, la communauté se retourne contre les plus faibles pour en faire les boucs émissaires des situations de crise ! Vous êtes désormais prévenu : une fable politique circule en ce moment, tentant de faire tenir aux yeux des plus naïfs le rôle du grand méchant loup aux sans emploi, alors que nos politiciens s'attribuent eux-mêmes des rôles d'innocents petits chaperons (rouges, bleus ou verts). Un peu de vigilance vous suffira sans aucun doute à identifier correctement les loups qui essayent de se tirer avec le portefeuille de Mère-grand... En tout cas, le vrai petit chaperon s'est fait bouffer il y a bien longtemps, c'est sûr !

Basile Glaser